

*Initiatives ministérielles*

Aux députés qui demandent pourquoi les employés de la fonction publique toucheraient en moyenne 33 000 \$ par an quand les gens de leur circonscription et des autres régions du Canada ne touchent eux que 27 000 \$ par an, je demande à mon tour pourquoi ils ne relèvent pas le niveau des salaires au Canada de façon à ce que les gens qui travaillent pour gagner leur vie et qui travaillent dur—que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé—ne soient pas forcés de vivre sous le seuil de la pauvreté, de façon à ce que leur salaire leur permette de joindre les deux bouts, d'élever leurs enfants et de les envoyer à l'école. Pourquoi ce gouvernement n'agit-il pas de la sorte? Le gouvernement et ses membres disent: «Il y a des milliers de personnes, un million et demi de personnes sans travail au Canada. Ces personnes seraient heureuses de prendre les emplois des membres de l'Alliance de la Fonction publique en grève». Que fait le gouvernement pour qu'il n'y ait plus un million et demi de travailleurs sans emploi? Pourquoi n'élabore-t-il pas des programmes pour donner du travail à ces gens plutôt que d'élaborer, comme le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte l'a dit, une politique de l'envie pour que les Canadiens s'envient leurs emplois les uns les autres?

• (2100)

Nous pourrions hausser le salaire minimum au Canada. Nous pourrions améliorer le droit d'association et de négociation collective dans le secteur privé pour qu'il y ait des augmentations de salaires propres à amoindrir les grands écarts que l'on observe entre les salaires au Canada.

Monsieur le Président, vous venez de me faire signe qu'il ne me reste que quelques minutes. Il me semble que le gouvernement dit que les coffres sont vides. Chaque fois que les travailleurs se présentent, les coffres sont vides. Dès que les familles demandent des services pour leurs enfants et pour elles-mêmes, les coffres sont vides. Dès que les retraités se présentent devant le gouvernement pour demander de bonifier leurs pensions afin qu'ils puissent joindre les deux bouts, les coffres sont vides. Pourtant, lorsque des élections ont été déclenchées en Colombie-Britannique et que le Crédit social a eu besoin d'un petit coup de pouce pour augmenter ses chances, tout à coup, le gouvernement a pu trouver 236 millions de dollars pour une usine de kaons dans cette province.

La même chose se produit lorsque les riches demandent des avantages fiscaux et depuis 1984, ils ont vu leur fardeau fiscal réduit de 6 p. 100. Dès que les nantis, les puissants et les riches entreprises se présentent devant le gouvernement, les coffres ne sont plus vides. Le gouvernement est toujours prêt à se mettre au service des gens qu'il croit représenter et des gens qu'il croit devoir servir.

Nous étudions un projet de loi idéologique. La bataille est politique. Les conservateurs essaient de porter atteinte aux salaires et aux avantages sociaux des fonctionnaires canadiens et tentent de réduire leurs salaires par une politique générale d'abaissement des salaires, de diminution des conditions de travail et du niveau de vie de tous les Canadiens autres que ceux qu'ils ont choisi de servir, c'est-à-dire les riches, les puissants et les grandes entreprises qui ont été libérés de leurs fardeaux et de toutes les obligations qu'elles avaient face au Canada.

**M. Lee Richardson (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur le Président, j'aurais voulu me joindre au débat plus tôt dans la journée, quand le député de Laval—Est a pris la parole, parce qu'il a fait valoir certains points très intéressants sur l'hypocrisie des dirigeants syndicaux. Il a expliqué comment ils avaient manipulé leurs propres employés dans la négociation de leur contrat, ces gens qui travaillent pour les dirigeants syndicaux eux-mêmes.

Le député a signalé qu'en période de restrictions, il devaient eux aussi reconnaître que les temps sont durs. Mais ce n'est pas ainsi qu'ils ont agi. Ils n'ont pas établi un système qui soit juste pour tous les intéressés, comme c'est le cas de ce projet de loi et de notre budget qui annonçait la politique du zéro, trois, trois, qui ne vise pas seulement la fonction publique, mais les députés, le premier ministre et tout le monde. Tout le monde est soumis à la règle du zéro, trois, trois. Ce n'est pas ainsi que les syndicats ont traité l'affaire avec leurs propres employés. En fait, il y a eu des congédiements et des baisses de salaire.

Pendant l'intervention du député de Laval—Est, je lisais un commentaire de Ron Corbett dans *The Sun*. Le rédacteur des pages économiques a vu le jeu des syndicats. On rapporte qu'il aurait dit, à propos d'autres négociations syndicales: «Les belles paroles au sujet des droits des travailleurs et de la sécurité d'emploi paraissent bien vides de sens quand on examine les contrats offerts aux employés des syndicats. Pour ce qui est des chefs syndicaux eux-mêmes, ils paraissent mesquins et pleins de suffisance. Ce sont des gens poussés par le défi et l'attrait